



## Comité technique de l'AEFE du 8 décembre 2020 Déclaration liminaire



La FSU et ses syndicats nationaux ont choisi de quitter le **Grenelle de l'éducation**. Comme nous l'avons dit, "il n'était pas question d'une concertation, mais bien d'une opération de communication sur des visions déjà arrêtées et peu ouvertes au dialogue. La parole des personnels au travers de celle de leurs représentants syndicaux est peu écoutée."

**Il en va de même à l'AEFE dans certains cas.** Pour exemple, les **Lignes directrices de gestion (LDG)** étaient présentées pour information à ce Comité technique sans le moindre échange en amont, alors que la note détermine dès à présent et unilatéralement le fonctionnement du dialogue social des instances et du paritarisme, donc la représentation des personnels. **D'où notre demande de retirer ce point de l'ordre du jour, ce que vous avez heureusement accepté.** De même, **une partie des réponses données en Comité technique (CT) sont simplement dilatoires**, laissant parfois ainsi des situations d'établissement se dégrader. De surcroît, si le dialogue social doit avoir un sens, c'est bien celui du **respect des instances localement comme en centrale**. Cela s'illustre par la question de la réduction des frais de scolarité pour familles nombreuses, où l'Agence est fautive à plus d'un titre. Elle n'a pas appliqué son propre arbitrage de CT : elle est ainsi revenue sur un engagement pris officiellement, sans évidemment en informer les représentants des personnels. **Les engagements pris en CT n'ont donc aucune valeur ?** Que faisons-nous alors ici aujourd'hui ? Ceci ne s'est jamais produit dans l'histoire de l'Établissement public. En tant que tel, l'Agence doit être exemplaire en appliquant ses propres arbitrages, sinon comment pourrait-elle imposer ses directives localement dans les établissements ?

**En ce qui concerne la carte des emplois** examinée ce jour, les syndicats de la FSU s'élèvent une fois de plus contre **l'insuffisance des moyens alloués à l'Établissement public**. Nous continuons ici de dénoncer le choix de l'Agence d'utiliser les postes comme principale variable d'ajustement, sacrifiant ainsi les personnels, fragilisant les établissements et pénalisant lourdement les élèves. Malgré les engagements pris sur la fin du plan d'économies, **la même logique de destruction du réseau se poursuit encore et toujours.**

En cette période de crise, l'opérateur public est reconnu par toutes et tous comme indispensable. Mais pour les personnels, à l'étranger comme en Centrale, **l'inquiétude et la colère restent grandes quant à l'avenir de l'opérateur dont la privatisation affichée et accompagnée par l'AEFE continue de s'accélérer.**

**Le mouvement de grève du 1er décembre à l'appel de la FSU a de nouveau montré l'exaspération des personnels dans le réseau.** Nous demandons d'ailleurs à ce sujet qu'un rappel soit fait par la Direction pour le **respect du droit syndical et du droit de grève**. Dans certains établissements, des collègues grévistes ont été remplacés, c'est tout à fait inadmissible, au-delà d'être illégal. La crise sanitaire ne doit pas servir de prétexte pour détériorer encore les **conditions de travail** et rogner les **droits des personnels**. Ceux-ci ont parfois sacrifié leurs congés ainsi que leur vie personnelle et familiale, se sont adaptés brutalement aux conditions de travail dégradées, ont pris en charge les surcoûts de déplacement ou d'équipement sans que leurs revendications ne soient entendues. **La FSU alerte encore une fois l'Agence sur l'état d'extrême fatigue des agents.**

**Sur tous ces points, la FSU demande solennellement que la voix des personnels soit enfin entendue.**